

ITA

BÜLTEN BULLETIN



**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

PERIODIQUE MENSUEL
Gén. 38 - Français 13
Novembre 1977
Prix: 10 FB
Abonnement annuel
Belgique: 100 FB
Etranger: 200 FB

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence INFO-TÜRK ou ITA

UN NOUVEAU TEST POUR LE "FRONT NATIONALISTE": LES ELECTIONS LOCALES DU 11 DECEMBRE

ANKARA (ITA) - Pour la deuxième fois en six mois, le peuple de Turquie ira aux urnes, cette fois pour élire les maires de 1709 municipalités, environ 40.000 muhtars (Anciens) et les membres des conseils municipaux et locaux.

Treize partis politiques prennent part à la campagne électorale. Huit d'entre eux avaient déjà participé aux élections générales du 5 juin:

a) Partis gouvernementaux: Parti de la Justice (AP), Parti du Salut National (MSP), Parti d'Action Nationaliste (MHP).

b) Partis d'opposition: Parti Républicain du Peuple (CHP), Parti Ouvrier de Turquie (TIP), Parti Républicain de la Confiance (CGP), Parti Démocratique (DP), Parti de l'Union de Turquie (TBP).

(Une information détaillée sur ces principaux partis se trouve dans le BULLETIN de l'Agence Info-Türk de mai 1977.)

Avec ces huit partis, cinq autres formations mineures participeront aussi aux élections locales du 11 décembre: Parti de la Révolution Socialiste (SDP), Parti Ouvrier Socialiste de Turquie (TSIP), Parti Démocrate (DP), Parti du Mouvement Socialiste (SHP), Parti National des Femmes (UKP).

Quoiqu'étant moins importantes que les Elections Générales, les élections locales sont considérées comme une nouvelle épreuve pour le Gouvernement tripartite de "Front Nationaliste", de même que pour le CHP.

Rappelons-nous qu'aux élections du 5 juin, aucun parti n'obtint la majorité absolue pour gouverner le pays. Les tentatives d'Ecevit de former un gouvernement minoritaire social-démocrate échouèrent lors du vote de confiance à l'Assemblée Nationale: 229 votes négatifs contre 214 en faveur du programme gouvernemental. Après l'échec d'Ecevit, Demirel rétablit un gouvernement de "Front Nationaliste" avec la participation de trois partis de droite.

Néanmoins, juste après le vote de confiance, de nombreuses fêlures apparurent au sein de la coalition, surtout à cause des efforts de chaque partenaire en vue de consolider sa propre influence sur l'appareil ministériel qu'il tenait en main.

./.

Une Assemblée Nationale en Grève

En outre, de nombreux problèmes graves tels que la question de Chypre, la hausse des prix, la dévaluation de la lire turque, l'escalade de la terreur dans toute la Turquie provoquent le mécontentement dans les masses populaires.

Mais l'aspect le plus significatif de la situation inextricable dans laquelle se trouve le second Gouvernement "Front Nationaliste" est le fait qu'à cause du désaccord entre les trois partenaires de la coalition l'Assemblée Nationale n'a pas encore réussi à élire son président. Ainsi, tandis que le Gouvernement suspend la grève des ouvriers sous prétexte qu'elle menace la sécurité nationale, l'Assemblée Nationale elle-même a été en grève depuis six mois et cette grève coûte à la nation 1.000.000 LP par jour.

D'autre part, depuis que l'influence du MHP, partenaire neo-fasciste de la coalition, s'est accrue dans l'appareil de l'état et même parmi l'ensemble du Parti de la Justice, quelques personnages importants de ce parti ont suggéré de se retirer de la coalition tripartite et de former une nouvelle coalition avec le parti Républicain du Peuple.

Quoi qu'il en soit, le CHP aussi souffre des altercations entre les coteries dans le parti. Il devient évident que l'aile gauche du parti est opposée à une coalition avec le parti de la Justice. Dans le but d'éliminer cette opposition au sein du parti, la faction centriste essaie d'écarter les opposants de gauche des postes élevés dans le parti et dans les municipalités. Cette lutte se reflète dans la nomination des candidats à la fonction de maire dans de nombreuses cités. Aux élections primaires, les maires de gauche à Ankara, Istanbul, Izmit et Adana furent battus par les candidats de l'administration centriste du parti. Et cette opération a été soutenue par le président Ecevit et le secrétaire général Orhan Eyüboğlu.

Ecevit vire vers la droite

Effectivement, l'attitude conciliante d'Ecevit à l'égard de la Droite est devenue plus claire au cours des développements de ces derniers mois.

Premièrement, lors de sa conférence de presse du 12 septembre 1977, répondant à une question sur le soutien des milieux d'affaires les plus importants de Turquie au gouvernement d'un mois du CHP, Ecevit déclara: "Le soutien au gouvernement CHP de milieux qui ne sont pas naturellement nos alliés provient de leur conviction que les partis du "Front Nationaliste" entraînent la Turquie vers une crise politique, sociale et économique. Le CHP, agissant avec le sens de responsabilité que l'administration de l'état réclame, a pu établir en 1974 qu'il pouvait rendre la démocratie réalisable en Turquie, qu'il pouvait établir la paix, qu'il pouvait résoudre les problèmes intérieurs et extérieurs restés en suspens depuis longtemps. Ainsi le CHP inspira confiance à tous ces pouvoirs nouveaux."

Dans l'arène internationale, Ecevit, au cours de sa dernière visite à Copenhague, améliora ses relations avec l'aile droite de l'International Socialiste.

Il participa au Congrès du Parti Social Démocrate Danois comme invité du Président Anker Jørgensen et il prit part à des réunions avec des leaders du Parti Social Démocrate Suédois et du Parti Travailleur Norvégien, Olof Palme et Reulf Steen.

Au retour de ce voyage, Ecevit déclara que les participants au Congrès considéraient le succès du CHP lors des élections du 5 juin comme un grand exploit. Déclarant que, outre les récents succès obtenus par les partis social-démocrates norvégien et danois aux dernières élections, et les sondages d'opinion montrant l'avance du parti Social-Démocrate suédois, des sociaux-démocrates sont au pouvoir au Portugal et sont bien près de l'être en Espagne, Ecevit dit: "Ainsi, il est prouvé que la social-démocratie peut réussir, non seulement dans les pays nordiques mais aussi dans les pays méditerranéens, de la Turquie à l'Espagne. Le CHP est la seule organisation politique capable d'établir l'ordre qui existe dans les pays scandinaves. C'est pourquoi nous devrions étudier très soigneusement les partis social-démocrates de ces pays."

En améliorant ses relations avec les classes dirigeantes de Turquie et avec l'aile droite de l'International Socialiste, Ecevit montra plus clairement la distance entre son parti et les autres organisations de gauche en Turquie.

À la convention mineure du CHP, il déclara que le CHP n'avait pas pu obtenir la majorité absolue à l'Assemblée Nationale parce que son idéologie démocratique

de gauche n'était pas exposée correctement aux masses, et il dit: "Certains membres du parti n'ont pas pu se passer des suggestions de l'autre gauche. Certaines petites organisations à l'extérieur du CHP essayèrent d'acquérir plus de poids en exploitant le CHP. Ceux qui espéraient utiliser le dynamisme vain et trompeur de ces milieux impuissants et inefficaces ternirent l'image de notre parti. Nous sommes décidés à nous débarrasser de ces tiques qui cherchent à grossir en suçant le CHP."

Le Grand Capital Suggère Une Coalition CHP-AP

Ce glissement vers la droite et l'élimination des maires favorables à la gauche dans le CHP encouragèrent à nouveau les milieux d'affaires à demander une coalition CHP-AP au lieu de l'inquiétante coalition tripartite du "Front Nationaliste".

A la réunion du conseil d'administration des Chambres d'Industrie à Adana, M. Sakıp Sabancı, président de l'Union des Chambres d'Industrie et l'un des principaux industriels de Turquie, déclara: "Les problèmes économiques, sociaux et politiques de notre pays se sont aggravés et ont atteint une dimension que le pays ne peut pas soutenir. Un gouvernement qui ne peut assurer l'harmonie en son sein n'est pas capable de surmonter ces problèmes. C'est pourquoi les leaders des deux plus grands partis doivent se rencontrer sincèrement et s'unir pour trouver des solutions aux problèmes de plus en plus graves du pays."

Cet appel est appuyé par les éléments centristes des deux plus grands partis politiques, le AP et le CHP. Quoique Mr. Demirel, Premier Ministre et Président du AP rejeta énergiquement cette proposition et que l'administration du AP continue même à collaborer étroitement avec le MHP pour les élections locales, on ne sera pas surpris de voir une coalition CHP-AP se former après les élections locales du 11 décembre.

Ceci dépend du résultat de ces élections qui sont considérées comme un test pour le Gouvernement "Front Nationaliste". (C-V-M-H-DG-ET-31/10)

LE PARTI OUVRIER DE TURQUIE A CELEBRE LE 60ème ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION 1917

ISTANBUL (ITA) - Le 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917 a été célébré par une grande soirée organisée à Istanbul par le Parti Ouvrier de Turquie (TIP). De nombreux écrivains et artistes turcs célèbres et des personnages de marque participaient à la soirée. Le chœur de l'Association culturelle des Ouvriers donna un concert de chants révolutionnaires.

D'autre part, Madame Behice Boran, Présidente du TIP et M. Nihat Sargin, Secrétaire général, invités par le Comité soviétique pour la Paix, assistaient aux cérémonies du 60ème anniversaire célébrées à Moscou. (Y-C-V-DG-ET-7/11)

DES MEMBRES DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE TORTURES

ISTANBUL (ITA) - Malgré l'affirmation des autorités turques disant que personne n'est torturé ni emprisonné pour ses opinions ou activités politiques en Turquie, le nombre de gens qui sont torturés et de journalistes qui sont emprisonnés augmente d'une manière alarmante.

Récemment, M. Kamuran Inan, Ministre de l'Energie et des Ressources Naturelles, tint une conférence de presse au Centre International de Presse à Bruxelles et il rejeta catégoriquement toutes les allégations au sujet de la violation des droits de l'Homme, arrestations, tortures et assassinats politiques en Turquie.

Immédiatement après cette conférence de presse, 98 membres du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) furent arrêtés à Istanbul par la police alors qu'ils affichaient les posters annonçant la soirée du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Les membres détenus furent emmenés à la Section Criminelle de la Police d'Istanbul et là ils furent torturés brutalement.

M. Can Açıkgöz, Président de la Section d'Istanbul du TIP déclara lors d'une conférence de presse que les agents de police appliquèrent aux membres du parti, sous la menace de mitraillettes, la torture du falanga. Les juristes du parti ont été témoins de ces scènes. /.

Partout en Turquie, la Torture...

A Eskişehir, cinq leaders locaux du Syndicat des Travailleurs de l'Hôtellerie et du Restaurant, Yusuf Öz, Bekir Yılmaz, Acar Şentürk, Mehmet Ali Gencay et Ali Çelik alléguèrent qu'ils furent frappés brutalement par le commissaire de police Çakmakçı au quartier général de la police d'Eskişehir.

A Bismil, un rapport médical de l'Hôpital d'Etat établit que l'étudiant Muzaffer Ayhan fut torturé au commissariat de police du district. Ayhan déclara que la torture a été pratiquée par le commissaire Üzeyir Ünal qui disait "Vous, les communistes, vous provoquez tous les troubles dans ce pays. Vous devriez tous être annihilés."

A Istanbul, sept associations ont tenu une conférence de presse commune et ont allégué que des prisonniers politiques sont systématiquement torturés dans les prisons.

Les prisonniers de la prison municipale d'Izmir allèguent que deux détenus, Mehmet Akça et Ahmet Açıkgöz, qui souffrent du cancer ne sont pas soignés par les médecins de la prison et sont abandonnés pour mourir dans leurs cellules.

Le président de l'Organisation de la Jeunesse Progressiste (Dev-Genç) affirma aussi que, dans les prisons d'Ankara et d'Afyon, des prisonniers politiques sont soumis systématiquement à la torture.

D'autre part, la revue périodique "Devrimci Yol" a organisé à Ankara un symposium sur la torture. Des juristes distingués ont exposé les allégations sur la torture.

(V-C-Y-M-DG-ET-4/11)

JOURNALISTES ARRETES ET CONDAMNES EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Le gouvernement turc prétend que personne n'est arrêté ou emprisonné pour ses opinions politiques; cette affirmation est réfutée par le fait qu'en un seul mois quatre journalistes furent arrêtés et emmenés menottes aux mains.

M. Mustafa Yıldırım Türk, éditeur du périodique "Halkın Kurtuluşu", M. Mustafa Tütüncübaşı, éditeur de l'hebdomadaire "Halkın Sesi", M. Dogan Yurdakul, éditeur de la revue mensuelle "Aydınlık" furent arrêtés et emmenés en prison, menottes aux mains sous l'inculpation d'avoir insulté les Forces Armées turques.

M. İlhan Ezik, éditeur du quotidien Sabah fut arrêté par la police, après qu'on lui eût mis les menottes, et emprisonné pour 13 mois. Il avait été condamné par la troisième Cour d'Assises de région d'Istanbul, accusé d'avoir "fait de la propagande contre le régime laïque de l'Etat turc."

D'ailleurs, deux autres journalistes se trouvent toujours dans les prisons:

M. Tektaş Agaoglu, éditeur de l'hebdomadaire Gerçek, avait été condamné à un an de prison par un tribunal militaire pour "avoir diffamé les Forces armées turques". M. Salahattin Enes, éditeur du quotidien Sabah, avait été condamné à 13 mois et 10 jours d'emprisonnement pour "avoir propagé contre le régime laïque de l'Etat".

D'autre part, le procès de M. Turhan Dilligil, éditeur du journal Adalet, se poursuit devant la Cour Militaire du Quartier Général de la Gendarmerie à Ankara. Au cours de son interrogatoire, M. Dilligil prétendit que les tribunaux militaires n'avaient pas le droit de juger des journalistes. Sur cette objection, le dossier du cas de Dilligil fut transféré à la Cour de la Constitution en vue d'établir si les Cours militaires avaient le droit de juger des journalistes.

En plus de ces cas-ci, d'autres ont été mentionnés dans de précédents bulletins de l'Agence Info-Türk:

M. Gani Bozarslan, éditeur de la Maison d'édition Bora, est condamné à 7 ans et 6 mois d'emprisonnement pour avoir publié les articles de Lénine sur le travail d'organisation du parti. Il est vraisemblable que M. Bozarslan sera emprisonné dans ces jours-ci.

Mme Leyla Cümbüş et M. Kemal Dogan, éditeurs de l'hebdomadaire Halkın Sesi, M. Mehmet Srik, éditeur du périodique Halkın Yolu et M. Mehmet Özgül, éditeur de l'hebdomadaire Halkın Gücü sont aussi jugés par les tribunaux militaires pour avoir critiqué l'Opération militaire des forces armées turques à Chypre. M. Muzaffer Erdoğdu, éditeur de la Maison d'édition Sol, est jugé pour avoir publié le livre de Lénine, "Que Faire?".

Dr. Server Tanilli, professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul est jugé par la Seconde Cour d'Assises d'Istanbul et menacé de 7 ans et six mois d'emprisonnement et 3 ans d'exil, sous l'inculpation de propager le communisme dans "l'Histoire de la civilisation" écrite par lui-même.

M. Saffet Rıstı Tekin a été condamné à 7 ans 6 mois de prison et 2 ans 6 mois d'exil sous la même inculpation pour avoir traduit un livre sur le parti prolétarien.
(C-V-M-DG-ET-8/11)

RESISTANCE DES TRAVAILLEURS DU CINEMA CONTRE LA CENSURE DES FILMS

ISTANBUL (ITA) - "Qu'arrive-t-il si un film montre une queue pour du pain devant une boulangerie, avec comme arrière-plan, de luxueux buildings à appartements moelleux et vastes? La Commission des censures de films décide que la scène souligne les injustices sociales (qui sont censées ne pas exister) entre les classes sociales, et il ordonne de la couper. Sinon le film ne passera pas..."

Cet extrait d'un journal reflète réellement l'esprit de la censure des films en Turquie.

La commission de censure est dirigée par le Parti du Salut National, partenaire religieux fanatique du gouvernement, et elle trouve des défauts à chaque film, excepté à ceux qui conviennent à ses vues politiques (et religieuses). Des bobines et des bobines de films exposés pendant des mois attendent l'approbation de la commission avant d'atteindre le marché.

En 1977, au cours de cinq mois la commission de censure n'a laissé passer que onze films sur 91 et en a refusé définitivement 72; elle en a suspendu huit qui ne pourront passer que si des changements sont apportés au fond.

A cause de cette attitude, les producteurs de films ne peuvent récupérer leurs investissements pendant ces mois, ne peuvent payer des milliers de travailleurs; même les acteurs ne peuvent être payés promptement. De plus, des milliers de travailleurs de cinéma n'ont aucune sécurité sociale.

Devant cette situation, les travailleurs de cinéma y compris quelques stars, organiseront une marche d'Istanbul à Ankara pour protester contre les contraintes qui ruinent le septième art et pour demander au Parlement de promulguer des lois reconnaissant les droits sociaux et économiques des travailleurs de film.

(DN-C-DG-EP-10/11)

MAINTENANT LA VIOLENCE FRAPPE LES PROFESSEURS D'UNIVERSITE

ANKARA (ITA) - Voyant que les actes de violence et les assassinats politiques se poursuivent partout en Turquie, le Président du CHP, Ecevit, dit dans une déclaration que les espoirs placés dans la personnalité du Ministre de l'Intérieur Korkut Özal s'évanouissent rapidement.

"Il est clair que la sécurité de la vie ne peut être garantie par une administration qui laisse les activités violentes s'infiltrer même dans les instituts d'éducation secondaire," déclara Ecevit en commentant les attaques à la bombe des résidences des membres du conseil d'administration de l'Université de Technique du Moyen Orient (ODTU).

Les résidences de Prof. Hicri Fişek et Prof. İlhan Özdil ont été détruites par les "Loups Gris" le 5 octobre 1977.

Les commandos "Loups Gris" du parti neo-fasciste, Parti d'Action Nationaliste (MHP) ont intensifié leurs raids et attaques au cours du mois d'octobre:

A Edirne, les résidences des deux enseignants progressistes sont détruites le 7 octobre 1977 par une explosion.

Le 8 octobre, dans le district de Suraç, la résidence d'Ahmet Çelik Sunar, directeur du Département d'Éducation, est détruite par une explosion. Le même jour, les enfants de deux professeurs à l'Université d'Atatürk à Erzurum sont battus par les "Loups Gris".

Le 14 octobre, la voiture privée de Gülseren Akdag, professeur à l'Université de Hacettepe à Ankara, est détruite par une explosion.

A Gebze, Mlle Meral Kelleci, âgé de 28 ans, professeur à l'École Supérieure Technique de Cayirova, est tuée le 15 octobre, après avoir été violée par des personnes non-identifiées.

Le 17 octobre, les "Loups Gris" battent M. Ahmet Ulsan, directeur du Lycée d'Atatürk à Ankara et le blessent grièvement.

Le même jour, à Aydın, les "Loups Gris" attaquent l'Union des Enseignants (Töb-Der) et battent deux enseignants ainsi que Muzaffer İzgü, humoriste célèbre.

Le 20 octobre, M. Hidayet Sert, directeur adjoint du Lycée d'Atatürk à Gaziantep, est tué par balles par des personnes non-identifiées.

À Ankara, les "Loups Gris" font un raid sur les offices de deux professeurs de la Faculté des Sciences à Ankara et les détruisent par bombes. Prof. Burhan Cahit Ünal est blessé.

Le jour suivant, M. Ömer Atılğan, directeur de l'École Secondaire à Diyarbakır, est tué par balles par des personnes non-identifiées.

Le 28 octobre, à Elazığ, Hüseyin Kerim Urman, professeur à la Faculté de Vétérinaire, est attaqué et blessé par les "Loups Gris". Là-dessus, 16 professeurs dans la même faculté, le protestant, ont donné leurs démissions.

NOMBRE DES ASSASSINATS POLITIQUES A ATTEINT 368 ENDEANS 30 MOIS

À part des morts des trois enseignants, au cours du mois d'octobre, dix autres personnes ont été assassinées. D'ailleurs, Le Comité Populaire du 1er Mai déclara que le nombre des victimes de la razzia qui avait été faite par la police sur la bidonville Ümraniye à Istanbul le 2 septembre 1977, a atteint 11.

Ainsi, le nombre total des victimes des assassinats politiques depuis la formation du premier gouvernement Front Nationaliste, c'est-à-dire endéans 30 mois, a atteint 368.

Voici les plus importants des actes violents du mois passé:

- 6 OCT: A Istanbul, deux magasins, un drugstore, un café et le Centre des Patriotes Progressistes sont détruits par des explosions.
- 7 OCT: A Manisa, les "Loups Gris" font un raid sur une pharmacie et détruisent le centre d'une association progressiste.
A Urfa, la résidence de Ahmet Çeliksü, juge du district de Hilvan, est détruite par une explosion.
- 8 OCT: A Diyarbakır, une usine est détruite par une explosion et l'ouvrier Mehmet Çetinkaya est tué à cause de l'explosion.
- 10 OCT: Dans le quartier de Gültepe à Istanbul, les "Loups Gris" attaquent un groupe progressiste. Le petit Veysel Kit, âgé de 3 ans est tué par balles dans les bras de sa mère par une salve.
- 11 OCT: L'étudiant Ali Üren est poignardé à mort lors d'un conflit armé entre deux groupes politiques.
- 12 OCT: A Samsun, Esber Yagmurdereli, avocat de l'Union des Enseignants (Töbder) et de la Confédération des Syndicats progressistes (DISK) est blessé par les "Loups Gris".
- 13 OCT: Les forces de police attaquent le peuple qui protestent contre la discrimination religieuse à Sivas; 37 personnes sont blessées.
- 14 OCT: Les "Loups Gris" font un raid sur la Faculté de Pharmacie à Izmir et tuent l'étudiant progressiste Mesut Yegin et blessent deux autres.
- 15 OCT: A Sivas, la police attaque à nouveau le peuple qui proteste cette fois contre la brutalité du 13 octobre, et blesse un enseignant et 8 étudiants.
- 16 OCT: Les "Loups Gris" tirent sur les agents de police qui essaient de protéger les vendeurs des publications progressistes contre l'assaut des Loups Gris.
- 17 OCT: A Istanbul, le Centre d'une association culturelle dans la bidonville Ümraniye est détruite par une explosion.
A Ankara, l'Association de Solidarité avec le Peuple de Dikmen est descendue par quatre personnes armées. Les agresseurs tuent l'étudiant Bahattin Aslandogan.
Section de Havza du Parti républicain du peuple (CHP) subit un raid armé des personnes non-identifiées.
- 18 OCT: Un groupe armé réussit libérer un détenu politique, lors qu'il était en traitement à l'hôpital sous la surveillance de la gendarmerie. Le gendarme Bayram Özcan, essayant de les arrêter, est tué par balles et un autre gendarme est blessé grièvement. /.

- 18 OCT: Section de Samsun du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) est incendiée par les "Loups Gris". Cette section a été déjà détruite une fois.
 A Birecik, les "Loups Gris" attaquent les étudiants progressistes, blessent trois d'eux et détruisent plusieurs bâtiments.
 A Istanbul, Ekin Balkancı, avocat du Syndicat des Employés de banque, est battu par les "Loups Gris".
- 19 OCT: La résidence de Suat Varan, avocat et propriétaire du quotidien "Yeni Çorum" est détruite par une explosion.
 A Eskişehir, le centre local du Parti républicain du Peuple et celui de l'Union des Enseignants sont détruits par des personnes non-identifiées.
- 21 OCT: A Edirne, les "Loups Gris" attaquent les ouvriers en grève lors qu'ils lisent les journaux progressistes.
- 22 OCT: Le cadavre d'un jeune, âgé de 15 ans, qui a été kidnappé plus tôt est retrouvé à Izmit.
- 24 OCT: A Ankara, le centre de l'Association des Gradués des Académies des Sciences économiques est détruit par une explosion.
 A Bursa, la Section de jeunesse du CHP est détruite par une explosion.
 A Antalya, la voiture privée de Osman Gürkan, juge de la ville, est détruite par une explosion.
 A Istanbul, les "Loups Gris" attaquent Sezai Atıcı, Président de la Section d'Istanbul de l'Union de Jeunesse socialiste.
- 25 OCT: A Istanbul, lors d'un conflit armé à l'Académie d'Etat de l'Architecture, sept étudiants sont blessés.
- 26 OCT: A Bursa, une librairie et le centre de l'Association Culturelle de l'Éducation Supérieure sont détruits par des explosions.
 A Adıyaman, l'imprimerie du quotidien "Adıyamanın Sesi" est incendiée par des personnes non-identifiées.
- 27 OCT: A Istanbul, les "Loups Gris" poignardent à mort Ayhan Gökdemir, âgé 25 ans, étudiant à l'école des arts et métiers.
 A Ankara, Fikret Beyaz, étudiant à l'Université Technique de Moyen Orient (ODTÜ), est trouvé mort dans sa salle de bain.
- 28 OCT: A Eskişehir, une librairie est attaquée par balles par les "Loups Gris".
- 31 OCT: Fikri Öggen, âgé de 13 ans, qui était blessé une semaine avant lors d'un raid armé des "Loups Gris" meurt à l'hôpital. (C-V-M-DN-DG-31/10)

DES CONDAMNATIONS A MORT DEMANDEES POUR DES JEUNES

ANKARA (IPA) - Les forces de police poursuivent une chasse à l'homme féroce et n'arrêtent que des gens progressistes, alors que les Loups Gris continuent à faire des raids sur les campus universitaires et les associations progressistes, qu'ils continuent d'assassiner des centaines de gens, et cela sous la protection et même l'encouragement du Gouvernement "Front Nationaliste".

Le 25 octobre, 21 étudiants furent traduits devant la cour d'assises d'Istanbul sous l'accusation d'avoir "formé un groupe armé", et le Procureur de la République demanda la peine de mort pour cinq des accusés.

Précédemment, le 5 octobre, 18 personnes furent traduites devant ce même tribunal, accusées d'avoir agi pour le compte d'une organisation révolutionnaire clandestine. Le même jour, huit autres étudiants furent arrêtés à Ankara pour une prétendue liaison avec une organisation clandestine.

Le 27 octobre la police d'Izmir arrêta neuf personnes prétendument affiliées à une autre organisation révolutionnaire clandestine.

Voyant que cinq jeunes gens étaient menacés de la peine de mort, 81 députés du Parti républicain du Peuple soulevèrent une motion à l'Assemblée Nationale, demandant l'abolition de la peine de mort en Turquie.

En mai 1972 trois jeunes leaders de jeunesse, Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan, furent exécutés à Ankara suivant la décision d'un tribunal militaire les ayant condamnés sous l'accusation d'avoir "essayé de renverser le système politique, économique et social existant."

Une autre motion visant à arrêter l'exécution des condamnations à mort ne passa pas. Le sort réservé à cette nouvelle motion sera un test pour les membres de l'Assemblée Nationale à cet égard. (C-V-DG-ET -31/10)

RAPPORT PRECONISANT QUE LA TURQUIE CHANGE SES LIENS AVEC LA CEE

ANKARA (ITA) - Un rapport confidentiel préparé par le Département Economie du Ministère des Affaires Etrangères préconise que la Turquie ou bien se retire de son association avec la CEE ou bien change radicalement ses relations avec elle.

C'est au mois d'août que ce rapport fut soumis, pour examen minutieux, à une réunion importante du Ministère, présidée par le Ministre des Affaires Etrangères Ihsan Sabri Çağlayangil et à laquelle assistaient les représentants turcs à la CEE, à l'OTAN et à l'OCDE.

Néanmoins, le Gouvernement "Front Nationaliste" n'a pas adopté le rapport et il poursuit la politique étrangère traditionnelle des gouvernements précédents.

Le rapport préconise, pour la Turquie, un changement de camp en se plaçant dans le dialogue avec les nations industrialisées et au sein de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement du côté des autres nations en voie de développement.

Le rapport souligne que la Turquie, en tant que membre de l'alliance occidentale recherche son développement et sa prospérité économiques en recevant depuis le début des années '50 une part préférentielle dans l'accroissement économique des nations occidentales.

"La manifestation la plus concrète de cette politique est le fait que la Turquie soit membre associé de la CEE," disait le rapport, "mais il est clair maintenant que les plans de développement dans un délai de 22 ans et l'entrée à la CEE en tant que membre à part entière n'est pas réaliste."

Le rapport préconise que la Turquie ait, soit les mêmes relations avec la CEE que les autres pays en voie de développement, ce qui impliquerait la fin des relations d'association, soit qu'elle établisse un nouveau modèle de relations d'association qui laisserait à la Turquie un contrôle complet quant à la libéralisation de ses importations en provenance de la Communauté.

Quoique le gouvernement actuel n'ait pas adopté ce rapport confidentiel, la direction nouvelle qu'il préconise trouve des partisans de plus en plus nombreux dans l'ensemble du Ministère des Affaires Etrangères. (DN-DG-ET-31/10)

CONFERENCE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC CHYPRE

BRUXELLES (ITA) - Une Conférence Internationale de Solidarité avec Chypre a eu lieu les 29 et 30 octobre à Bruxelles. Elle a adopté quatre résolutions proposant quelques mesures diplomatiques et économiques ayant pour but de forcer le gouvernement turc à respecter les Résolutions des Nations Unies sur Chypre.

Quoique les résolutions aient été adoptées à l'unanimité par la Conférence, certaines délégations soulignèrent le fait que le Comité de Solidarité avec Chypre n'ait pas réussi à obtenir la contribution active et la solidarité des forces démocratiques en Turquie même et dans la section turque de Chypre. "Tant que cette coopération ne sera pas réalisée," dirent elles, "il sera impossible d'arriver à une solution définitive de la question de Chypre."

En fait, le Comité, dirigé par Romesh Chandra, Président du Conseil Mondial pour la Paix, au lieu d'inviter les représentants des organisations démocratiques de masse de Turquie, se contenta, à la session plénière, de donner la parole à un groupe mineur qui prétendait être la "délégation turque".

Alors que, par ailleurs, les partis socialistes de Turquie, même un groupe important au sein du Parti Républicain du Peuple (CHP), les syndicats progressistes, et d'autres organisations démocratiques manifestent leur volonté de lutter pour que les Résolutions de l'ONU soient mises en pratique. Mais le Comité, poursuivant ses contacts uniquement avec le groupe mentionné ci-dessus, a ignoré les luttes de ces forces saines en Turquie.